



Indésirable techno

Les incidents de l'été mettent à mal l'unité du mouvement free et les soirées officielles subissent des interdictions abusives. L'État aurait-il pour objectif de combattre la techno dans son ensemble ?

L'été devait être une période test pour le mouvement free, le résultat est plus que mitigé. Entre une overdose (à Saint Jure en Moselle), un mort par accident (dans un entrepôt près de Rouen), deux viols (près de Belfort) et quelques champs saccagés en Aveyron, la saison 2001 des free parties aura conforté les partisans de la répression au-delà de leurs espérances. Même les efforts d'organiseurs consciencieux (sacs poubelles, organisation de parking et autres tentatives de responsabilisation) auront été ignorés dans un cas sur deux par une partie des teufeurs, ces "touristes consommateurs du samedi soir" comme les appelle le site web Kanyar, qui "eurent tôt fait de transformer nos rêves en cauchemars", poursuit-il dans un message d'adieu adressé à l'ensemble du mouvement techno. Kanyar, cette vitrine respectée de l'underground, n'est plus parce qu'il devient impossible de défendre un phénomène qui échappe de plus en plus à ses initiateurs pour se répandre dans une masse ignorante des valeurs fondatrices du mouvement. Pourtant

Kanyar n'accuse pas les free parties, ni ses organisateurs, mais le gouvernement responsable selon lui par son "acharnement répressif" et sa "diabolisation" permanente, de la situation actuelle: "Comble de la persécution, les pouvoirs en place viennent nous accuser de tous les maux, eux qui nous ont toujours repoussés, centimètre par centimètres vers l'ingérable et la médiocrité", explique-t-il plus loin. On pourrait croire à une paranoïa du mouvement alternatif, mais l'attitude de certains préfets vis-à-vis des fêtes techno (Astropolis a frôlé l'annulation) et les mésaventures de l'association EMA et de son président Philippe Mariani (véridique!) en Franche-Comté confirment cette vision des choses.

EMA souhaitait organiser un festival techno d'envergure et de qualité près de Besançon, têtes d'affiches à l'appui (Manu Le malin, Tonic, The Hacker, habitués de nos colonnes et des festivals). Après concertation avec les autorités locales, Checkpoint 01, le festival, se voit accorder par le Conseil Général le site exceptionnel des Salines d'Arc et Senan. Tout va bien,

promotion, partenariat (avec Trax en l'occurrence), des frais sont engagés. Et puis patatra. Mariani (l'autre, le député) et les médias sont passés par là. Recul du conseil général. Le festival n'aura pas lieu, pas aux Salines en tout cas. L'association tente de se rabattre sur d'autres lieux, accords des propriétaires en main, mais rien n'y fait. Le Préfet de Franche-Comté déclare l'événement indésirable dans sa région. En catastrophe, EMA se voit contrainte d'organiser Checkpoint 01 dans un lieu plus petit, à Dijon, où la techno ne fait plus peur depuis bien longtemps. Aujourd'hui pour EMA, le constat est simple mais désespérant: "Légalité rime avec impossibilité, illégalité signifie facilité. Que l'on exige plus de garanties de la part d'un mouvement culturel neuf peut être compréhensible, mais que l'on s'oppose par principe à ce même mouvement est inconcevable et irresponsable. Un comble de la part des pouvoirs publics qui dans le même temps désirent une plus grande responsabilisation du mouvement techno." Un comble peut-être, la preuve d'une belle mauvaise foi sûrement.